

[Texte]

Mr. Dingwall: Thank you very much, Mr. Chairman. I too want to join with the Minister in congratulating you on your appointment as chairman of the committee. I am certain that with a spirit of co-operation, and what have you, we will do our utmost to try to achieve the objectives we all want, which are good dialogue and good debate in this particular committee.

I also want to congratulate the Minister on her appointment as Minister of Employment and Immigration and to wish her well. It is a difficult portfolio but I am certain that, providing her government allows certain things, it could be made easier—or indeed it could be made more difficult.

Mr. Chairman, in reading through the remarks made by the Minister, there is a great deal we would like to comment on. I want to pick up on an issue where she talks about consultation and co-operation and no unilateral action by her government, and then go over to page 12 of her speech, where she talks about a paper, if you will, a parliamentary review of unemployment insurance to examine ways in which it can be made more effective. Although at the outset I would say that that is good, I think it comes late, in view of the economic statement of the Minister of Finance. You are slashing \$200 million from unemployment insurance, you are saying that older Canadians who have worked for an extended period of time who have a pension income, severance pay, all of a sudden now are going to be slammed—no consultation, unilateral action.

I know the Minister said in the House today—or I assume that she meant—that she would take my comments under advisement. That, at least, is what I assumed. But I want the Minister to recognize that many of these individuals to whom we refer have worked for an extended period of time, have worked very, very hard, have contributed to pension plans, some with the private sector, some with the public sector as well. They have planned their retirement years around that and are entitled to that pension income. They have paid into it for an extended period of time, just as with their severance pay. They are entitled to that, whether it be codified by collective agreement or whether it be just an agreement between employer and employee. Now to say to those individuals that we are going to lob that off them is going to provide a great deal of difficulty and a great deal of hardship to those Canadians.

I am wondering whether the Minister would undertake now to give us her views. I can quote verbatim some of the things she has said in her previous capacity, although I must admit that it was in opposition, about the plight of older workers and unemployed people in this country. Would the Minister undertake to curtail this move by the Minister of Finance and exclude severance pay and pension income for the purposes of unemployment insurance benefits? That is my first question, Mr. Chairman.

Miss MacDonald (Kingston and the Islands): Mr. Chairman, there were two references that the hon. member made.

[Traduction]

M. Dingwall: Merci beaucoup, monsieur le président. Je voudrais me joindre à la ministre pour vous féliciter d'avoir été nommé président du comité. Je suis certain que dans un esprit de collaboration, et ainsi de suite, nous ferons de notre mieux pour atteindre les objectifs communs à notre comité, soit un dialogue franc et des discussions fructueuses.

Je désire également féliciter la ministre de sa nomination comme ministre de l'Emploi et de l'Immigration et lui souhaiter bonne chance. Elle a hérité d'un portefeuille difficile, mais je suis certain que si son gouvernement fait quelques accommodements, sa tâche en sera facilitée... à moins qu'elle n'en soit rendue plus difficile?

Monsieur le président, nous voudrions bien sûr commenter bon nombre des observations du ministre. Je voudrais reprendre particulièrement ce qu'elle a dit au sujet de la consultation et de la coopération, et l'assurance qu'elle nous a donnée que son gouvernement n'agirait pas unilatéralement. À la page 12 de son discours, elle parle d'un document de travail, c'est-à-dire en quelque sorte d'un examen parlementaire du régime d'assurance-chômage pour étudier les moyens de le rendre encore plus efficace. À première vue je dirais que c'est excellent; cependant, cet objectif arrive trop tard, étant donné la déclaration économique du ministre des Finances. N'a-t-il pas dit vouloir réduire de 200 millions de dollars le fonds d'assurance-chômage, ce qui revient à dire que les Canadiens plus âgés qui ont travaillé pendant une longue période de temps et qui ont acquis un revenu de pension, de même qu'une allocation de fin de service, se voient tout d'un coup refuser une indemnité, sans avoir été consultés, parce que le gouvernement en a décidé unilatéralement.

Je sais que la ministre a dit aujourd'hui en Chambre—si, je l'ai bien comprise—qu'elle étudierait plus à fond mes commentaires. C'est en tout cas ce que j'ai compris. Je voudrais que la ministre reconnaisse que bon nombre des personnes dont j'ai parlé ont travaillé longuement et durement pendant leur vie, ont contribué à des régimes de pension, certains dans le secteur privé et d'autres dans le secteur public. Ce sont des gens qui ont planifié leur retraite autour d'un revenu de pension auquel ils avaient droit et pour lequel ils ont contribué pendant de nombreuses années, de même qu'à partir de leur allocation de fin de service. Ils ont droit à ce revenu supplémentaire, que ce droit soit codifié par une convention collective ou qu'il s'agisse uniquement d'une entente verbale entre l'employeur et son employé. Mais dire aujourd'hui à ces personnes qu'elles vont se voir refuser ce revenu supplémentaire, c'est créer pour elle des difficultés et des épreuves supplémentaires.

Le ministre voudra peut-être nous faire part de ses réactions. Je pourrais citer *in extenso* ce qu'elle déclarait autrefois en sa qualité de membre de l'Opposition au sujet de la condition des travailleurs âgés et des chômeurs canadiens. La ministre pourra-t-elle s'engager à empêcher le ministre des Finances d'agir ainsi et d'exclure l'allocation de fin de service et les revenus de pension des bénéficiaires d'assurance-chômage dont il est question? C'est ma première question, monsieur le président.

Mlle MacDonald (Kingston et les Îles): Monsieur le président, l'honorable député parle de deux choses distinctes.